



L'ALTERNATIVE

Le journal d'Alternative-plus, le groupe d'opposition politique spadois

LA CONSULTATION POPULAIRE

REFUSÉE PAR LA MAJORITÉ

Êtes-vous pour le maintien de l'hôtel de ville et de son administration communale à l'emplacement actuel ?



L'hôtel de ville de Spa © Laurent Demartin

LA DÉMOCRATIE À L'ÉPREUVE

Malgré une mobilisation citoyenne exceptionnelle et le respect de toutes les conditions légales, la majorité communale MRuc / Pluriel! (MR - Les Engagés - PS) refuse d'organiser la consultation populaire sur l'avenir de l'hôtel de ville et de son administration.



LES FAITS

- ✓ 2 852 signatures déposées
- ✓ 2 650 signatures recevables
- ✓ Seuil légal des 20% largement dépassé
- ✓ Aucune information publique organisée avant la demande de consultation

NOTRE POSITION

Informar, consulter, se concerter, puis décider ensemble.

C'est la base d'une démocratie locale vivante et respectueuse des citoyens.



POURQUOI NOUS DISONS NON À CE REFUS

- ➔ Parce que ce projet engage l'avenir de notre patrimoine, nos services et nos finances.
- ➔ Parce qu'une élection n'est pas un chèque en blanc pour chaque décision pendant 6 ans.
- ➔ Parce que la démocratie se construit au quotidien, pas seulement le jour des élections.



POURQUOI LA MAJORITÉ A REFUSÉ ?
Toutes les explications en page 4 →

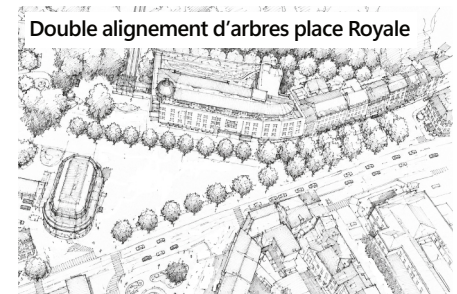
L'urgence climatique est là

Nos Fagnes ont brûlé, une grande partie de notre poumon vert est partie en fumée, et notre cœur avec lui. La canicule et la sécheresse nous ont lourdement frappés, nous rappelant combien nous sommes et resterons démunis si nous n'anticipons pas un avenir climatique supportable et maîtrisé. Plus de 2000 décès supplémentaires ont été enregistrés entre le jeudi 18 juin et le début de juillet, première vague de la canicule. Les plus vulnérables sont les enfants, les personnes âgées, les malades chroniques, et les logements mal adaptés sont souvent les premiers responsables. Réagissons. La fraîcheur ne peut pas être un luxe réservé à ceux qui peuvent se l'offrir. Il faut absolument investir pour adapter nos villes. Nous avons besoin de plans d'investissement en termes de végétalisation, de rénovation d'écoles et de crèches, et surtout, surtout, de rénovation énergétique dans le secteur résidentiel. Or, les primes régionales pour la rénovation énergétique vont disparaître... Que fera la Ville de Spa pour aider ses habitants à lutter contre la chaleur dans leur logement ? Pourquoi pas un incitant financier ? a demandé **Luc Moens** en Conseil communal. Attendons les directives de la Région wallonne, lui a-t-il été répondu... Attendre, donc, alors que nous savons qu'il y a urgence, l'été meurtrier que nous avons vécu nous l'a démontré, alors qu'il faut s'attaquer directement aux causes du changement climatique en réduisant absolument nos émissions de gaz à effet de serre pour limiter le réchauffement à long terme de notre planète... ! Il est plus que grand temps de mettre en œuvre un plan climat ambitieux et doté de

moyens suffisants. Fini d'attendre !

Contre la chaleur, des canopées végétales

Oui, il a fait chaud, très chaud. La canicule s'est invitée chez nous, accompagnée de son cortège de graves conséquences. Et pourtant, cette perturbation météorologique majeure était non seulement prévisible mais prévue, et de longue date. L'adaptation est devenue le maître-mot, ces dernières semaines ; l'occasion de se poser la question suivante : et si on mettait enfin de l'ombre sur les places de Spa ? Chez Alternative-plus, nous proposons de créer de véritables canopées végétales sur nos grandes places. Commençons par la place de l'Hôtel de Ville. En plein été, c'est une immense dalle minérale où la chaleur est étouffante. Imaginez maintenant des arbres, des haies, de l'ombre, de la fraîcheur... un lieu où l'on a envie de s'arrêter. Et demain, pourquoi ne pas offrir aussi davantage d'ombre à la place Royale grâce à un double alignement d'arbres, tout en lui conservant sa vocation de grande place d'animation pour les marchés, les concerts et les événements ? Une ville plus fraîche, plus agréable et plus vivante : c'est notre vision de Spa. (**Frank Gazzard**)



Double alignement d'arbres place Royale

Chère, la rentrée ? Oui

D'abord, fin de la gratuité à l'Académie pour les enfants de 5 à 11 ans

Luc Moens a proposé en Conseil communal de reconsidérer les modalités et les montants de l'intervention de la Ville pour garantir un droit d'inscription beaucoup plus bas pour les enfants, sans succès. En effet, pour compenser la fin de la gratuité du minerval dans les académies qui a été décidée par la Fédération Wallonie-Bruxelles, la Ville de Spa interviendra financièrement à hauteur de 25€ pour les élèves de moins de 20 ans, et de 50€ pour les personnes de plus de 65 ans, et c'est une bonne chose. Mais, et c'est là que réside le paradoxe, un enfant de 5 à 11 ans paiera de ce fait 50€ de plus alors qu'avant il en payait 30, un jeune de 12 à 18 ans paiera 11,5€ de moins qu'avant ; et un adulte à peine 3€ de plus. Nous ne comprenons pas la logique de ces chiffres qui pénalisent fortement les enfants et leurs familles et risquent de décourager l'accès à l'art et à la culture dès le plus jeune âge, alors que les autres catégories d'élèves voient leurs droits d'inscription diminuer ou s'accroître d'un petit montant.

Le précompte immobilier a augmenté

Une hausse qui touche directement les ménages spadois et qui n'est pas compensée par le passage de 7,5 à 7% de l'impôt des personnes physiques (IPP)

Ces derniers jours, les propriétaires spadois ont vu leur note grimper, parfois de 100 € ou plus, pour une habitation moyenne. Beaucoup

s'interrogent sur la logique de cette hausse du précompte immobilier.

Si Alternative-plus avait été à la gestion de la Ville, le choix aurait été différent. Nous aurions évité les dépenses non prioritaires, comme la construction du bâtiment pour le CPAS (13,5 millions d'euros à ce jour !), et recherché des solutions moins coûteuses. Nous aurions aussi mieux utilisé les quelque 8 millions que Spa Monopole apporte chaque année au budget communal (33 % du budget) pour la gestion des eaux, un atout unique pour Spa.

Notre position est claire : moins de dépenses non essentielles, une gestion plus rigoureuse et moins de taxes. Ces choix auraient permis de réduire l'IPP communal tout en maintenant le précompte immobilier à son niveau de 2025. Pas de tax-shift mais une véritable baisse des taxes.

Aujourd'hui, la majorité a choisi de faire passer l'IPP de 7,5 % à 7 %, mais en augmentant le précompte immobilier. Un gain de 325.000 € est escompté pour le budget de la Ville. Les Spadois, eux, passent à la caisse.

Pour Alternative-plus, avant d'augmenter les taxes des Spadois, il faut d'abord examiner les postes où la Ville peut faire des économies et mieux valoriser les ressources dont elle dispose.

Et il n'est pas trop tard pour agir : certaines dépenses futures peuvent encore être revues. Le bâtiment Collinet, dont la démolition prochaine doit encore coûter 350 000€, est toujours debout... et des solutions plus raisonnables restent possibles. (**Arnaud Fagard et Laurent Tamo**)



Sam Schoemans vit à Spa depuis 2015. Il rejoint aujourd'hui Alternative-plus dont les valeurs correspondent à ses convictions afin de participer à la vie de sa ville, et de s'impliquer pour l'amélioration de la vie de ses habitants.

Il est passionné par le théâtre, la littérature, la musique classique, l'histoire de l'art et de l'Europe.

C'est qui ?

Depuis le 3 septembre, c'est **Laurent Tamo**, 27 ans, qui remplace **Arnaud Fagard** au Conseil communal. Le déménagement de ce dernier à Bruxelles pour des raisons professionnelles l'oblige à céder ses fonctions de mandataire Alternative-plus à un jeune membre, lequel est loin d'être un novice puisque **Laurent** représentait déjà notre groupe au Bureau permanent (BP) du CPAS (l'organe de gestion). Laurent est féru de politique et travaille dans un service d'urbanisme, ce qui apporte des connaissances dans le domaine de l'aménagement du territoire à toute l'équipe. **Martin Louis**, 27 ans, prendra sa place au Bureau Permanent du CPAS.

Martin est très heureux de recevoir ce mandat de conseiller à l'Action sociale. Le CPAS est un service public essentiel, plus important que jamais dans le contexte actuel. Martin souhaite pouvoir contribuer

pleinement à la prise en charge sociale des bénéficiaires, et représenter Alternative-plus dans ce nouveau défi.

Fiers de l'engagement de nos jeunes membres, nous leur souhaitons la bienvenue parmi nos rangs de mandataires, et un excellent travail.



Martin et Laurent © Laurent Demartin

Notre nouveau logo

Voici notre nouveau logo ! Il évolue et adopte des lignes plus modernes et plus dynamiques. Son dégradé du bleu vers le vert traduit ce que nous voulons porter pour Spa : du mouvement, de l'ouverture et une ville tournée vers l'avenir.

Pour marquer ce nouveau départ, nous avons réalisé un autocollant à l'effigie de notre nouveau logo. Vous souhaitez le recevoir gratuitement ? Faites-nous simplement signe (**Claude Brouet** ☎ 0475.829.402) et nous nous ferons un plaisir de vous le faire parvenir.

Un petit autocollant pour une grande envie : faire bouger Spa, ensemble !



Brèves

L'aubette de tram de Balmoral sera remise sur pied en septembre. (**Laurence Minsart**)

Nous saluons les prochaines rénovations qui seront apportées aux deux implantations de la crèche communale "Les Bobelinous", permettant ainsi l'ouverture de 21 nouvelles places dans le futur. (**Claire Girout**)

Claude Brouet a proposé que la végétation de l'avenue Reine Astrid le long de la véloroute soit mieux entretenue pour améliorer la visibilité.

Frank Gazzard demande de sauver le catalpa place Royale. Il doit être abattu pour faire place à la piste cyclable. Il devrait être préservé par un réaménagement car il contribue largement à l'ombrage du centre-ville.

Crise du logement à Spa

Notre ville est victime de deux graves problèmes : le manque de logements abordables et de qualité au centre-ville ; et un taux de vide commercial très préoccupant de 25% environ. Ceci place Spa parmi les petites villes en difficulté, pour ne pas dire en crise. Commerce et urbanisme sont intimement liés et le repeuplement est une condition nécessaire pour dynamiser le commerce du centre-ville. En Conseil communal, **Luc Moens** a demandé : un inventaire des logements potentiellement mobilisables situés au-dessus des

commerces du centre-ville ; un inventaire des immeubles comportant des étages inoccupés ou sous-utilisés ; une estimation du potentiel de création ou de remise sur le marché de logements ; un recensement des principaux obstacles techniques, urbanistiques, administratifs ou financiers rencontrés par les propriétaires ; et un plan d'action visant à favoriser la remise sur le marché de ces logements, avec un éventuel soutien financier .



Une cour d'école qui devient un terrain d'aventure frais et ombragé, ça vous parle ?

30° en classe et dans la cour de l'école, c'est trop chaud.

Soyons ambitieux, préparons l'avenir pour nos enfants.

Les plus petits sont les plus fragiles face à la chaleur, comme les aînés. Repenser la climatisation des locaux et le rafraîchissement des cours d'école, c'est protéger à la fois leur confort et leur santé. Beaucoup d'idées innovantes permettraient de créer des oasis de fraîcheur autant que de petits coins de jeux et d'aventure sympas dans les cours d'école, un projet déposé en Conseil communal par **Fabienne Dorval**. Il consiste à créer des ombrières en osier, sortes de cabanes en bois souple ombragées, et à replanter des arbres à frondaison étalée, deux procédés qui font descendre la

température d'environ 4 degrés pour nos enfants et qui amélioreront la qualité de l'air, du sol et de l'eau, tout en favorisant la biodiversité. Engazonner le sol ou le recouvrir de copeaux de bois, de plus, aura pour effet d'absorber la pluie et de maintenir de l'humidité. Ces alternatives à la chaleur présentent d'autres avantages : la présence de verdure réduit le stress et l'anxiété ; elle encourage l'activité physique car la cour devient terrain d'aventure ; certains aménagements permettent la classe en plein air... Bref, que des atouts, autant pour la santé de nos petits que pour leur bien-être.

Consultation populaire refusée

Mais pourquoi ne pas faire confiance aux Spadoises et aux Spadois ?

2 852 signatures déposées, 2 650 signatures jugées recevables, le seuil légal largement atteint... et pourtant la majorité MR/Les Engagés-PS refuse d'organiser la consultation populaire sur l'avenir de l'hôtel de ville et de son administration. Pour Alternative-plus, c'est une occasion manquée de remettre du dialogue et de la confiance dans notre démocratie locale.

La proposition des citoyens était pourtant simple : informer correctement les Spadoises et les Spadois, leur présenter les arguments des différentes parties, puis leur permettre de donner leur avis.

La question proposée était claire : « Êtes-vous pour le maintien de l'hôtel de ville et de son administration communale à l'emplacement actuel ? »

Les 2 650 signatures recevables ne sont évidemment pas 2 650 votes contre le projet de la majorité. Parmi les signataires, certains souhaitent certainement maintenir l'hôtel de ville à son emplacement actuel, d'autres sont probablement favorables au déménagement et d'autres encore voudraient simplement mieux comprendre le projet avant de se prononcer.

Mais tous ont exprimé une même volonté : être informés et pouvoir donner leur avis. Or, c'est précisément ce que la majorité leur refuse aujourd'hui.

Le plus étonnant est que la majorité reconnaît elle-même qu'aucune véritable séance publique d'information n'a encore été organisée sur ce projet... et qu'elle s'empresse à présent d'annoncer qu'elle en organisera une. Très bien. Mais pourquoi seulement maintenant ?

Aucune information n'a été délivrée aux Spadois

Lorsqu'il s'est agi de présenter le projet de traversée de Spa, une réunion publique avait été organisée avec le Service public de Wallonie (SPW) et les différents responsables concernés. Pour le déplacement de l'hôtel de ville et de son administration, alors que de nombreuses conséquences en découleront à différents niveaux, et

ceci pour toute la population, aucune présentation comparable n'a été proposée à l'ensemble des citoyens.

Or, ceux-ci ne sont pas supposés lire chaque Déclaration de Politique Communale (DPC), chaque Programme stratégique transversal (PST), ni suivre tous les débats du Conseil communal pour découvrir progressivement un projet aussi important. D'autre part, inscrire une intention dans un document politique, ce n'est pas informer la population. Car informer, c'est aller vers les gens, montrer concrètement le projet, expliquer ce qui déménage, où, pourquoi, à quel coût et quelles alternatives existent. C'est une démarche pédagogique essentielle.

Pour Alternative-plus, la logique est simple : tout projet de grande envergure doit faire l'objet d'une information, d'une consultation, d'une concertation, puis enfin d'une décision.

Or, dans ce cas-ci, on a travaillé à l'envers : le projet a été élaboré, puis présenté partiellement, et maintenant que des milliers de citoyens demandent officiellement à pouvoir s'exprimer, la majorité leur répond non.

La question serait binaire, partielle et équivoque

La majorité reproche notamment à la question d'être « binaire », parce qu'elle appelle une réponse par oui ou par non. Cet argument est surprenant car c'est précisément le principe même d'une consultation populaire : sa question doit appeler une réponse simple et doit être précédée d'une information complète, détaillée et nuancée.

La majorité affirme également que le projet est trop complexe pour être résumé à cette seule question. Mais nous pourrions aussi retourner l'argument : plus un projet est complexe, plus il mérite d'être expliqué et débattu avec les citoyens. C'est justement ce qui n'a pas été fait... !

La majorité invoque de plus les élections de 2024 : l'idée de déménagement de l'administration communale figurait, selon elle, dans le programme de Pluriel!, l'un des groupes qui la composent. Mais une élection communale, ce n'est évidemment pas un vote séparé sur

chacune des dizaines de propositions inscrites dans chaque programme... ! Sinon, à quoi serviraient encore la participation citoyenne, l'Assemblée citoyenne ou la consultation populaire ? Notre avis de citoyens, la démocratie, s'arrêteraient le soir des élections ? Après avoir donné carte blanche à une majorité, nous, citoyens, n'aurions donc plus rien à dire ?

La défiance des citoyens envers le monde politique

Il y a enfin derrière ce dossier une question plus large.

Nous vivons une époque où le débat public se durcit. Et Spa n'échappe pas à cette brutalisation.

Cette mandature a commencé par le rejet dans la minorité du premier groupe issu des élections, Alternative-plus. Mais depuis, nous constatons trop souvent que les décisions importantes se construisent dans un cercle restreint et arrivent devant l'opposition — et parfois devant les citoyens — alors qu'elles sont déjà largement élaborées.

Refuser maintenant une consultation demandée par plusieurs milliers de citoyens ne peut qu'ajouter une couche supplémentaire à cette défiance.

Mettre fin à la brutalisation politique

Nous proposons exactement l'inverse : remettre les citoyens au centre des décisions qui engagent durablement leur ville. Mettre fin à la brutalisation. Comment ?

En informant correctement les citoyens, en débattant avec eux, en leur fournissant des explications, en leur faisant confiance. Car derrière toutes les considérations juridiques, administratives ou financières avancées par la majorité MR/Engagés-PS pour refuser la consultation, il reste finalement une question très simple :

Considérons-nous que les citoyens sont suffisamment aptes à donner leur avis au sujet de l'avenir de leur ville ?

Pour Alternative-plus, la réponse est clairement OUI.

L'équipe Alternative-plus